



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Public Works and Government Services / Travaux
publics et services gouvernementaux
Kingston Procurement
Des Acquisitions Kingston
86 Clarence Street, 2nd floor
Kingston
Ontario
K7L 1X3
Bid Fax: (613) 545-8067

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works and Government Services / Travaux
publics et services gouvernementaux
Kingston Procurement
Des Acquisitions Kingston
86 Clarence Street, 2nd floor
Kingston
Ontario
K7L 1X3

Title - Sujet Janitorial Service for CFB Kingston	
Solicitation No. - N° de l'invitation W6837-184717/A	Amendment No. - N° modif. 003
Client Reference No. - N° de référence du client W6837-18-4717	Date 2018-12-06
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$KIN-519-7632	
File No. - N° de dossier KIN-8-50135 (519)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-12-20	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Choquette, Herb	Buyer Id - Id de l'acheteur kin519
Telephone No. - N° de téléphone (613) 536-4874 ()	FAX No. - N° de FAX (613) 545-8067
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Questions et réponses des soumissionnaires du Canada**Question #6:** Suivi et clarification de l'amendement 2 question 2

Réponse #2: le Canada ne compenserait pas l'entrepreneur pour le coût de la cessation d'emploi de ses employés si les nettoyeurs contractuels sont mis à pied en raison du fait que le Canada effectue les services de conciergerie avec le personnel du ministère de la défense nationale.

Veuillez clarifier cette réponse; le marché en question et le contrat subséquent seront tous deux régis par les lois en vigueur de l'Ontario, telles qu'énoncées dans 2.5 la lois applicables du document de soumission.

2.5 Lois applicables

Tout contrat résultant doit être interprété et gouverné, et les relations entre les parties déterminés par les lois en vigueur de l'Ontario.

En vertu de la Loi sur les normes d'emploi de l'Ontario;

Cessation d'emploi et l'indemnité de départ

(2) le nouveau fournisseur doit se conformer à la partie XV (licenciement et cessation d'emploi) à l'égard de tout employé du fournisseur remplacé qui est engagé dans la prestation de services dans les locaux et que le nouveau fournisseur n'emploie pas comme si le nouveau fournisseur avait congédié et a rompu l'emploi de l'employé. 2000, c. 41, art. 75 (2).

En se fondant sur les deux dispositions ci-dessus, si le Canada décidait d'annuler ou de ne pas renouveler le contrat, il deviendrait le nouveau fournisseur de services et, par conséquent, il serait responsable de tout licenciement et de toute cessation d'emploi pour les employés existants. S'il vous plaît confirmer?

Réponse #6: le Canada ne serait pas considéré comme le fournisseur et ne fournirait aucune indemnité au personnel contractuel affecté au service de conciergerie. Cela s'est produit à la BFC Borden et le MDN n'a pas payé le licenciement au personnel contractuel de conciergerie qui a été licencié, ni le MDN ne les a embauchés pour être des travailleurs civils à la BFC Borden.

Question #7: Compte tenu de la réponse à la question 2 de l'amendement 2 et de la durée inhabituelle du contrat d'un an plus les prolongations de 4 1 ans, TPSGC est-il au courant si le Canada et le MDN entendent éventuellement fournir des services de nettoyage directement avec leur propre personnel pendant les périodes de base ou de prolongation ce contrat?

Réponse #7: Il est possible que le ministère de la défense nationale n'exerce pas l'option d'étendre le contrat de conciergerie et qu'il utilise son propre personnel pour effectuer le service de conciergerie.

Question #8: Le marché en question exige un supplément de 7 ETP (21%) par rapport au contrat actuel. Historiquement, il a été un processus difficile et longue (2-3 mois) à la sécurité de nouveaux employés. TPSGC appliquera-t-il les propositions du défaut de contrat écrit à la page 34-7.17.4, dans le cas où les habilitations de sécurité seraient retardées pendant plus de 20 jours ouvrables?

Réponse #8: Si l'entrepreneur ne peut pas fournir suffisamment de personnel d'entretien au cours des trois premiers mois du contrat en raison de retards dans le traitement des habilitations de sécurité du personnel, le Canada ne déclarera pas l'entrepreneur en défaut de contrat. Le Canada déduire les honoraires pour la quantité réduite de personnel des factures de l'entrepreneur jusqu'à ce qu'ils fournissent le nombre requis de personnel de conciergerie.